

Les mobilisations contre les suppressions de poste se multiplient : SUD appelle à leur développement et à leur convergence !

Il faut bien qu'une politique qui depuis des années supprime des postes par dizaines de milliers se paie sur le terrain. Postes aux concours insuffisants, DHG en baisse dans le secondaire, remplacements non ou mal assurés, scolarisation des 2 ans sacrifiée, RASED démantelés, seuils élevés et fermetures de classe ou refus d'ouverture dans le primaire... Cela se ressent de plus en plus sur le terrain, et aux conséquences de cette politique de suppressions de postes, répondent aujourd'hui de nombreuses mobilisations dans les départements, les écoles, les établissements...

Les mobilisations en direction des IA, traditionnelles à l'occasion de l'annonce des mesures de carte scolaire, connaissent cette année dans beaucoup de départements des participations d'une ampleur exceptionnelle, et prennent parfois des formes plus déterminées qu'à l'accoutumée, avec des occupations et des actions revendicatives fortes. Les parents d'élèves sont particulièrement mobilisés, ce qui montre que les effets de la politique gouvernementale sont maintenant de plus en plus visibles aux yeux de la population. Les occupations d'écoles se multiplient. Des actions de formes diverses se développent. Des grèves sont organisées.

Les établissements du second degré ne sont pas en reste : colère et mobilisations répondent aux DHG en baisse, aux fermetures d'options et de filières, aux suppressions de postes par mesure de carte scolaire, à la réforme des séries technologiques qui provoque des bouleversements et des réorientations professionnelles forcées.

La situation des remplacements est dans de nombreuses académies et dans beaucoup de discipline catastrophique. Au lieu de reconnaître que c'est sa politique qui est en cause, le ministre répond par la précarisation, en appelant les chefs d'établissements à passer des petites annonces à Pôle emploi, ce dont ne veulent même pas les chefs d'établissements, à qui on a pourtant promis une prime de docilité.

Les pressions administratives et la répression policière sont au rendez-vous, pour tuer dans l'œuf toute tentative de construction d'une mobilisation qui déstabiliserait le pouvoir.

La Fédération SUD éducation apporte son soutien à l'ensemble des luttes en cours, elle appelle à leur convergence et à leur développement.

Nous dénonçons la répression du mouvement social et syndical.

Il est maintenant de la responsabilité des organisations syndicales de proposer dans l'unité des perspectives d'unification et de développement des luttes pour la satisfaction des revendications.

Il faut construire dans tout le pays un véritable rapport de force pour affronter, par la grève, le gouvernement sur l'ensemble de sa politique anti-éducative.

Refusons une nouvelle rentrée de régression scolaire :

▶ Arrêt des suppressions de postes et rétablissement de tous les postes supprimés.

▶ Abrogation des réformes qui détruisent l'École Publique

▶ Arrêt des recrutements de précaires et titularisation sans condition de concours ou de nationalité des salariés précaires déjà employés.

Dans ce sens, la Fédération Sud éducation a proposé par deux fois à l'ensemble des fédérations (tous corps, tous degrés confondus) une rencontre en vue de la construction d'une mobilisation et de perspectives d'actions nationales ne visant qu'un but : gagner ! Mais aucune fédération n'a souhaité participer à ces rencontres, hormis la CNT-FTE . La CGT éduc a émis un accord de principe.

Nous le regrettons, même si pour nous il est encore temps de se rassembler .